

**Séance ordinaire du
lundi 30 novembre 2020**

L'an deux mille-vingt et le trente novembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Nature en ville et biodiversité

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Max LEVITA ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN.

Absents :

Mise en place du projet Montpellier Ville Nature - Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) - Avis du Conseil municipal

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Le réchauffement en cours de notre planète, désormais indéniable, a des conséquences partout. Dans ce contexte, la Ville de Montpellier, à l'instar de tout le territoire languedocien, est particulièrement exposée aux conséquences de ce bouleversement climatique qui se traduira par un nombre plus important de phénomènes extrêmes comme la répétition de périodes caniculaires, d'événements cévenols ou de vent violent, impactant directement son écosystème territorial fragile. Nous devons nous y préparer dès maintenant pour que la qualité de vie soit préservée. Une des conditions est de repenser la place de la nature en Ville.

Il faudra qu'à l'avenir il fasse bon vivre dans la cité, que l'air y soit respirable et les températures acceptables. Il faudra que la ville soit résiliente, capable d'affronter les événements extrêmes et de prendre sa part à la lutte pour le climat. Pour cela, il est un moyen essentiel, naturel, qui consiste à végétaliser à grande échelle pour rafraîchir, constituer des puits carbone, préserver la biodiversité, renforcer l'identité paysagère, améliorer le cadre de vie, voire proposer de nouvelles ressources.

Ce projet politique, *Montpellier Ville nature*, marque une façon nouvelle de concevoir la cité, de s'adapter à la situation et d'anticiper le futur. Il s'inscrit pleinement dans les objectifs du Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), et en particulier la neutralité carbone à horizon 2050.

Déjà, Montpellier possède un patrimoine arboré exceptionnel mais qui est fragile et menacé.

Le premier axe de *Montpellier Ville nature* est de le protéger par :

- La réalisation d'un état des lieux de l'existant pour mieux le connaître et mieux en prendre soin ;
- Une Charte de l'Arbre actualisée, complétée et à la légitimité renforcée ;
- Un Comité « Arbres » créé pour veiller à la mise en œuvre des mesures de protection.

Le deuxième axe consiste à développer le végétal. Planter des arbres est un acte politique, l'engagement est donc pris d'en ajouter 50 000 en dix ans en :

- Etendant partout dans la ville la canopée urbaine, en profitant de chaque projet, public ou privé, pour végétaliser dans des conditions adaptées. Sont concernés les constructions futures, les nouvelles lignes de transport, les espaces publics à venir ou à rénover comme la Place de la Comédie...
- Créant de grands parcours verts, reconnectant les espaces naturels à la ville. Le Lez et la Mosson en sont des exemples mais aussi la route de Ganges ou l'avenue des Moulins qui peuvent être plantées, à l'image de l'avenue Pierre Mendès-France.
- Concevant des forêts urbaines sur les grandes emprises foncières disponibles, entraînant un changement radical de point de vue : tout terrain libre ou en friche ne sera plus destiné forcément à être urbanisé, mais mis à profit pour constituer de vastes sites arborés, rafraîchissant la ville et purifiant l'air, comme sur le Plateau des Bouisses.

Le troisième axe consiste à valoriser le végétal auprès des publics habitants, associations, professionnels, acteurs de la construction...

La Ville de Montpellier souhaite donc engager une vaste politique de développement du végétal sur son territoire, nécessitant la mobilisation de tous les acteurs de la transformation urbaine.

Pour ce faire, la Ville de Montpellier souhaite s'adjoindre pour la durée du mandat les services d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO). Cet AMO sera retenu après consultation, conformément au Code de la commande publique. Ce professionnel confirmé, de profil paysagiste, devra avoir une bonne connaissance du sujet, une facilité à travailler en équipe, la capacité à réfléchir à des solutions d'aménagement ou à des projets simplifiés, à les illustrer clairement grâce à sa compétence en représentation. Il ne s'agit pas d'assurer une mission de maîtrise d'œuvre mais d'assistance à l'élaboration et à la formalisation des programmes permettant de décrire ce qui pourrait advenir sur chacun des sites.

L'AMO sera intégrée à une équipe projet constituée de professionnels comprenant l'ensemble des directions concernées par l'aménagement du territoire ou consultées suivant les sujets. Le pilotage de la mission sera assuré par la Direction Paysage et Biodiversité. D'autres professionnels de la Ville et de la Métropole seront intégrés en tant que de besoin, mais aussi des opérateurs tels que la SERM, la SA3M, la TaM...

Le travail de l'AMO se fera à partir de la connaissance des sites choisis qu'il conviendra de visiter avec les porteurs de projets et consistera à conseiller un programme possible en matière de végétalisation. L'équipe projet et l'AMO devront régulièrement faire un point d'avancement dans le cadre d'un Comité de Pilotage regroupant l'ensemble des élus de la Ville en charge de l'urbanisme, de l'aménagement du territoire, de l'embellissement et du cadre de vie, de la nature en ville et de la biodiversité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver la recherche d'un Assistant à Maîtrise d'Ouvrage pour accompagner le projet Montpellier Ville nature ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Georges ARDISSON, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, M. Laurent NISON, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 9 décembre
2020**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 9 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20201130-149320-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 09/12/20
Réception en Préfecture : 09/12/20

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.